

« LIBERTÉ ET PROSPECTIVE » Le Think Tank

"Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage." Périclès

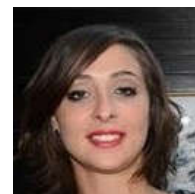
PROPOSITIONS ET SYNTHÈSE DES TRAVAUX POST-CRISE COVID-19



Association Loi 1901- N° 1281 JOAEF 09/12/2017
site : www.liberte-et-prospective.fr

Siège social : 31, rue de Rome.75008 Paris
mail : info@liberte-et-prospective.fr

Réflexions post-crise Covid-19



La France vit depuis le 18 mars 2020, date de la décision de confiner l'ensemble de nos concitoyens, au rythme de la lutte contre le Covid -19. Cette crise sanitaire fait émerger des problèmes de société, des questions et une large remise en question de nos pratiques actuelles.

Bientôt, la France sera dé-confinée, alors que la Pologne le sera elle, dès le 20 avril 2020, avec à sa disposition suffisamment de moyens médicaux disponibles pour assurer à sa population la sécurité sanitaire. Pour sa part, la France semble s'enliser dans l'enfer de la recherche de matériel, la disponibilité de médicaments et tout simplement la méthode pour y parvenir.

Les débats se multiplient, les prises de parole du Gouvernement aussi, sans apporter, à l'heure où ce document est consolidé, une vision et des réponses claires aux inquiétudes des Français.

De façon plus large, cette crise est le miroir grossissant des inégalités territoriales, économiques et sociales qui se font jour, au même moment où des élans de solidarité et de générosité accompagnent le quotidien du personnel soignant et des plus isolés.

Aussi, les membres du Think Tank « Liberté et prospective » ont souhaité se saisir de certains enjeux qui leur apparaissent prioritaires.

Ce document a vocation à créer le débat et y soumettre des propositions pragmatiques pour que cette crise sanitaire soit l'occasion de définir les bases d'une société nouvelle et d'un pays plus fort.

Le dé-confinement se doit d'être réussi car le redémarrage de notre économie, de notre quotidien, de nos échanges et de l'attractivité économique du pays en dépendent.

Cette crise sanitaire et surtout notre capacité d'en sortir challenge aussi fortement notre indépendance économique, industrielle et médicale réduite à minima. Il nous a donc paru important de poser les jalons d'une souveraineté économique retrouvée ainsi que de définir les contours d'une industrie 4.0 pour gagner en autonomie, agilité et réponses fortes à ce type de crise et d'avoir un focus sur le secteur sanitaire de demain.

La crise se sont aussi des hommes et des femmes qui vivent au quotidien face à elle. Les moyens mis à la disposition aujourd'hui de la population font appel, de plus en plus, à des outils numériques : de l'école à la maison, la communication entre les familles et les amis, en passant par l'édition de la dérogation pour sortir de chez soi, jusqu'à la télémedecine. Si les nouvelles technologies sont de véritables atouts quand elles facilitent le quotidien, elles peuvent aussi exclure violemment. L'illectronisme fera donc l'objet de propositions.

En matière d'accès et d'inégalité, un autre phénomène s'est produit à l'annonce du confinement : un départ en masse vers les campagnes offrant un cadre de vie bien plus agréable que les petits appartements. Ce mouvement opportuniste serait l'occasion de repenser la désertification de nos territoires ruraux et de leur donner l'opportunité d'accueillir une plus grande partie de la population de façon pérenne. Notre réflexion globale s'est donc aussi penchée sur l'amélioration des territoires ruraux .

Enfin, les membres ont souhaité questionner l'Europe, cette crise sanitaire touche tous les états membres, et l'Europe, qui n'a jamais été mobilisée pour traiter les questions sanitaires, revêt un nouveau rôle : mobiliser et créer une solidarité européenne face au Covid-19. Si elle n'a jamais su se constituer réellement en une Europe politique, fiscale et sociale, cette crise peut être l'occasion d'un tournant et de politiques harmonisées.

Mélanie PAULI-GEYSSE

Le dé-confinement



Bien avant d'énumérer des possibilités ou des solutions envisageables afin d'organiser un "**Post Crise**", il est nécessaire d'examiner au préalable le **confinement**, et de comprendre l'importance de sortir de cette impasse, de cet immobilisme rapidement. En effet, un **dé-confinement** rapide et réussi est le secret, la première pierre de l'édifice, d'un redémarrage de l'économie et de la vie sociétale : Un "**Post Crise**" réussi. On ne peut donc mener la réflexion d'après sans un **dé-confinement intelligent** avant.

“S’il est donc bien plus naturel à la peur de consulter que de décider...” Comme l'écrit le Cardinal de Retz dans la Fronde, il est alors important pour sortir de la paralysie d'idées et prendre les bonnes décisions d'analyser, de comparer, de s'inspirer des conséquences des décisions qui ont été prises par d'autres en réponse à des phénomènes identiques : ici, le Covid-19. En effet, des pays du continent Asiatique, et plus particulièrement ceux entourant la Chine où la pandémie a commencé son extension, se sont logiquement retrouvés dans la même situation inattendue, incroyable et impensable, avec les mêmes difficultés à gérer et des solutions à y apporter.

Il ne s'agit pas d'inventer des concepts géniaux en plein cœur de la bataille ou de tendre l'oreille aux conseils douteux de quelques instituts d'analyses aux financements intéressés, mais bien de dresser simplement le bilan des actions et des conséquences vécues par d'autres à des dizaines de milliers de kilomètres .

Après l'Asie, la vague virale s'est abattue sur les Pays Européens, Il est donc temps de chercher comment en Asie, 2 pays et une région autonome, afin d'étudier comment la **Chine**, épicerie de ce virus, la **Corée du Sud** ⁽¹⁾ et la Province de **Hong Kong** ⁽²⁾.ont réagi, combattu et gagné face au Covid 19 :

- La **Chine** a tout d'abord imposé le **port du masque** à tous ses citoyens, sans exception. Puis dans un deuxième temps, elle a essayé d'étouffer la propagation virale en **confinant** de force la totalité des populations des régions dans lesquelles le virus était apparu. Un Confinement sans état d'âme et sans distinction des cas déclarés et des personnes saines, ce qui a généré par promiscuité certainement encore plus de contaminés et de morts qu'ils ont bien voulu l'annoncer.
- La province de **Hong Kong** n'a pas eu de Cluster, c'est-à-dire pas de foyer épidémique du Covid-19. Par conséquent, cette province n'a pas confiné massivement sa population, mais elle a imposé le principe de la **distance sociale** avec **port du masque obligatoire**. Le Confinement, quand à lui, a été imposé pour les personnes testées positives et pour les nouveaux arrivant dans la région. Ces nouveaux arrivant qui ont dû, aussi, porter un **bracelet** pour se faire traquer après leur entrée sur le territoire.
- La **Corée du Sud** a bien eu un cluster, c'est à dire un foyer épidémique sur son territoire, mais par son expérience du SARS et ses préparations en cas d'apparition d'une nouvelle pandémie virale, a choisi de ne pas confiner massivement sa population. Il a été choisi dans un premier temps d'appliquer le principe de la **distance sociale** avec **port du masque obligatoire**. Dans un deuxième temps, et la grande ingéniosité de la réponse sud-coréenne, a été d'organiser des **tests massifs** dans les zones autour du Cluster et autour des cas détectés positifs, c'est à dire de clusters possibles. Dans un troisième temps, il a été associé au confinement des cas positifs, un traçage de leur vie personnelle avant et après la détection, ainsi que l'envoi d'informations sur les téléphones

portables des personnes à leurs proximités pour informer des risques potentiels de leur présence. Si la mise en place d'une telle application est possible dans ce pays, dans les autres pays occidentaux, on peut déjà penser que cette dernière décision reste difficilement applicable en l'état.

Pour les réponses Médicales ⁽³⁾, ces 3 régions Asiatiques ont testés différents protocoles et - **très tôt** - a été mis en évidence une association d'Hydroxychloroquine associé à de l'Azithromycine (anti-biotique) avec des résultats semblant assez intéressant pour être communiqués et relayés dans le monde médical. Ce protocole a d'ailleurs inspiré en France et est devenu le protocole du "**Professeur Raoult**".

Dans les trois zones d'Asie susnommées, la sortie de crise après moins trois mois de combat a débuté, et semble t il, une reprise pour leurs économies ainsi que pour la vie sociétale étaient amorcées - Pour continuer cette analyse comparative, il est maintenant important d'adapter cet état des lieux à la situation actuelle en France aujourd'hui, où des Clusters ont été déclarés et où la population française a été confinée massivement...

En conséquence les **meilleures propositions** seraient :

- **Port du masque obligatoire** pour tout le monde et tout le temps en respect du principe de **distanciation sociale** - Il s'agit du premier geste parmi tous les gestes barrières, comme cela a été mis en évidence en Chine, en Corée du Sud ou Hong Kong... Par contre il semble qu'en France le nombre de masques soit insuffisant, et il serait donc opportun de proposer un système D pour que la population puisse se créer un masque alternatif. Les masques réglementaires et disponibles seraient ainsi gardés et distribués aux populations les plus exposés : les Médecins et les Force de l'ordre. Naturellement, ceci en attendant la mise à disposition de masques réglementaires pour tous...
- **Dépistage massif & aléatoire** dans les régions dites "Clusters" ou dans les lieux pour lesquelles un nombre de cas important a été avéré

Pour les **Cas testés Positifs**

- **Mise en confinement** - Les lieux sont à définir, mais comme il s'agit de la population française, il est préférable que les cas testés positifs puissent rester chez eux.
 - **Traitements médicaux** - C'est au moment de la détection que les cas positifs doivent être traités avec les procédés les plus avancés/
 - **Traçage et suivi** des Cas par les autorités après leurs identifications. La définition et l'utilisation d'une application ne peuvent être validées et approuvées que par la CNIL
- **Mise en place** : Cette proposition de déconfinement peut être envisagée et instaurée assez rapidement, c'est à dire d'ici 15 jours à partir du **20/04/2020**. Ce timing laisserait le temps à la population et à l'administration de s'organiser. Il permettrait aussi, sur un plan épidémique, aux derniers patients atteints du Covid 19 de développer les symptômes au sein des derniers groupes de confinés, et ainsi être identifiés.
 - Ce déconfinement peut être organisé géographiquement, c'est à dire Région par Région, avec une attention particulière pour les agglomérations ayant un nombre important de population
 - Le nombre de nouveaux cas détectés et déclarés de Covid-19 sera le déclencheur du confinement et du déconfinement dans la zone géographique définie

- Le déconfinement pourrait débuter en limitant les déplacements inter-ville, inter régions dans un premier temps, puis entre régions dans un second temps, avant d'étendre le dé-confinement sur un plan national

Comme indiqué en introduction, un dé-confinement réussi sera le secret d'un bon redémarrage de l'économie et de la vie sociétale. Il ne peut pas y avoir de réflexion d'après crise sans un plan de **dé-confinement intelligent**. Au **04/04/2020**, le principe de dé-confinement décrit était lourdement inspiré des choix et actions du gouvernement **Sud Coréen**...

Pour affiner nos propositions au regard d'autres dé-confinement de pays européens ayant commencé avant la France comme l'Italie, l'Inde, le Luxembourg, la Bulgarie, la Slovénie... Tous ces pays, entre autres, proposent aujourd'hui une politique de dé-confinement qui se modélise sur 4 dimensions :

Dimension géographique : Région par Région, Ville par Ville, en libérant les lieux les moins contaminés...

Dimension intuitu personæ : Groupes de personnes plus ou moins à risques ou ayant tels ou tels des antécédents médicaux

Dimension par type de travailleurs : Vital, Normal et Problématiques

Groupe Vital - Administration, transport, Agriculture, Élevage, Industrie

Groupe Problématique - Tourisme, Restauration, Loisirs, Culturel : Théâtre, Cinéma, Musique, Salle de spectacle...

Dernier Groupe : Les Autres activités professionnelles

- **Dimension ressources : dépistage, matériel, médicaments** à disposition pour assurer de la mise en place du déconfinement

Néanmoins, le dernier risque important est le **phénomène de deuxième vague épidémiologique** qu'il faut craindre - Le déconfinement des cas asymptomatiques ou l'arrivée de nouvelles personnes venant de l'étranger seront à surveiller... En effet, la Chine connaît une deuxième vague qui se compose semble-t-il au **14/04/2020** de 108 nouveaux cas, dont 98 cas positifs venant de l'étranger. Ces 98 cas ramènent donc une épidémie dans un lieu dans lequel il n'y en avait plus. Si l'on observe les statistiques méticuleuses israéliennes, il ressort que sur les 10.000 cas positifs, 20%, soit 2.000 personnes sont venus contaminés de l'étranger et que chacun a contaminé avant son confinement 5 personnes. Dans le paysage de ces 5 personnes, ils ont contaminés pour un peu plus de 55% leurs proches... et pour un peu moins de 45% des personnes qu'ils ont rencontré sur leur passage....

David Guillaume DENIEL-AZOULAY

-
- <https://ecck.eu/wp-content/uploads/2020/03/Tackling-COVID-19-Health-Quarantine-and-Economic-Measures-of-South-Korea.pdf>
 - https://www.liberation.fr/planete/2020/03/20/covid-19-a-hongkong-bracelet-qr-code-et-quarantaine-high-tech_1782472
 - https://www.koreatimes.co.kr/www/opinion/2020/03/197_285336.html
 - Covid-19 Plan de Sortie de crise - Institut Sante - 09/04/2020
 - <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-08/italy-s-reopening-plan-advances-in-test-for-europe-s-virus-exit>

La protection sanitaire

La France est le pays censé avoir le meilleur système de santé et dont la fiscalité est la plus redistributive. En 2009, elle fut saluée pour l'excellence de son protocole de crise sanitaire. Tous nos stocks de matériels étaient alors constitués. Cependant, elle est aujourd'hui confrontées à une pandémie qui va nous plonger au sein d'une crise économique majeure. Pandémie, annoncée par de nombreux scientifiques depuis 2003, et dont l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et nos dirigeants ont sous-évalué la gravité.

Nos organismes de santé, ont du mal à se relever d'années d'inattentions et de réorganisations technocratiques, empêtrés dans leurs impuissances collectives. Notre logistique centralisée s'est pétrifiée jusqu'à faire preuve de son inexistence. Pour survivre et retrouver notre indépendance sanitaire, il devient impératif de changer de modèle. La seule possibilité restante a été de confiner archaïquement la population, faute de masques, de gels, de tests, et autres produits innocents sur lesquels nos institutions n'ont pas veillé. Le plan d'urgence sanitaire élaboré par le ministère de la Santé en 2009 n'a pas même été réactivé afin d'organiser la mise en œuvre de ce confinement à l'aveugle, faute de précautions et grâce à la surabondance de nos divers organismes hautement spécialisés créés au fil du temps, sans cohérence aux seuls profits d'egos, de cooptations de convenance, et des lobbys. Ce système pyramidal, a soumis le pays au bon vouloir de puissances extérieures plus ou moins bienveillantes et surtout concurrentes.

L'économie nationale va donc devoir s'attaquer à plusieurs défis majeurs afin de ne pas se retrouver « à la rue du monde » et conserver sa place au rang des grandes puissances.

L'Europe se doit de reconsidérer l'absence d'un comité sanitaire commun à tous ses états membres, ainsi que la mise en place d'une logistique de déploiement des moyens, même si à ce jour ce domaine ne relève pas de sa compétence mais de celle des États.

Par ailleurs, la position de l'OMS depuis le début de l'épidémie déclarée en Chine, oblige à une analyse indépendante quand aux avertissements sanitaires internationaux. Faute de quoi le COVID 19, et ses semblables, auront tôt fait de rebattre les cartes de notre monde civilisé.

Sur le plan national, les maîtres mots demeurent : organisation, réorganisation, discipline, solidarité et pragmatisme.

La réindustrialisation du territoire, dont la nécessité passe par le numérique, pour une rentabilité pérenne apparaît comme un élément clé. Cette crise met en exergue la situation de dépendance dans laquelle notre politique de délocalisation nous fragilise. Il faut tenter de diversifier, également, nos accès aux matières premières en vue de ne pas rompre les chaînes d'approvisionnement. Les nouvelles industries française doivent être réactives et agiles, n'oublions pas que les imprimantes 3D ont sauvé bien des vies dans les hôpitaux.

La relocalisation de la consommations alimentaire doit favoriser les circuits courts. Les dirigeants français peuvent envisager des campagnes d'information et de communication afin de les favoriser par une démarche citoyenne.

Néanmoins, les citoyens doivent se garder de créer une opposition forcenée entre l'économie matérielle et **l'économie financière**. Elles restent, par essence, interdépendantes. Par exemple, la suppression des

dividendes reste une vision court-termiste et idéologique. L'abandon de ces subsides demeure un débat entre l'entreprise et ses actionnaires, afin d'être accepté sans risque de déstabilisation supplémentaire.

L'enseignement et l'éducation ont mission à se réformer afin de reconstruire un tissu social et économique cohérent.

Les procédures administratives et les normes ont des coûts qui freinent depuis des siècles la création de richesses.

Une pensée à long terme du plan de relance est nécessaire. Les entreprises ne peuvent évoluer dans une incertitude permanente quand aux lois sociales, fiscales, administratives.

Une politique commerciale avérée devient nécessaire face aux « partenaires » étrangers. Fini l'angélisme! Il faut occuper la scène concrètement au sein des échanges internationaux.

Par ailleurs, il convient de rester vigilants et d'exiger, en tant que consommateurs citoyens une position fiscale claire, vis à vis de toutes les plates-formes (ou autres consortiums) qui drainent hors sol plus 40% du CA de nos achats courants sans concourir à l'enrichissement du pays

L'Allemagne interpelle la réflexion citoyenne française : elle a abordé la crise sanitaire les caisses pleines, malgré son déclin... La saine gestion de ses dépenses de santé-a engendré un système efficace qui a minimisé le choc.

Certes, les instances françaises se félicitent de l'existence d'amortisseur social, sans pouvoir excuser l'abandon d'un amortisseur sanitaire.

Pourquoi toujours augmenter la dette en créant toujours plus de dépenses ? Cette fuite en avant fragilise le pays. Cette catastrophe sera-t-elle le mal salutaire qui va éveiller nos consciences vers un avenir où le travail n'est pas une brimade, l'effort pas un sacrifice, la solidarité une évidence ?

Les perpétuels conflits sociaux français devraient se régler par consensus et dans l'intérêt général.

Un véritable échange international des données propres à la survie sanitaire de notre population doit être mis en place. Il serait criminel de ne pas exiger de la Chine et d'autres pays « dits fermés » des comptes sur l'absence de communication d'éléments ou études de santé essentiels à la bonne survie humanité.

Aucune alerte propre à la santé, ne peut être négligée. Un contrôle fiable et indépendant doit être régulièrement mis en place sur les zones d'épidémies récurrentes.

Les sanctions sur les manquements des états doivent être lourdes, effectives et exemplaires. .

La population doit être mobilisée dans une démarche pro-réactive:

Face à la recrudescence annoncée des épidémies, il conviendrait d'informer la population sur les démarches et gestes propres à endiguer leur propagation.

Une sensibilisation sur les situations de pandémies pourrait intégrer les programmes scolaires.

Le débat d'aujourd'hui ne saurait être joué dans les coulisses d'une politique politicienne. Il doit être éclairé afin que chacun puisse adhérer au combat de la reconstruction.

La logistique de survie sanitaire doit rester basée sur le territoire national.

Il nous faut devenir plus agiles et échapper à l'inertie d'un système pyramidal qui a montré ses limites. L'horizontalisation des responsabilités et la refonte d'une démarche pragmatique doit voir le jour au sein de nos institutions sanitaires.

La régionalisation des institutions sanitaires s'avère nécessaire en les rendant indépendants, et détachées de toute tutelle financière des collectivités locales et/ou territoriales. En cas d'alerte, la mise en œuvre et l'exécution du plan sanitaire doit pouvoir s'appuyer sur des organes dédiés comme l'armée

Un souci d'une bonne gestion est aussi **de à réfléchir voire à d'**imaginer comment recycler nos stocks de matériels et matières premières sanitaires tampons avant leur péremption afin d'amortir leur coût négatif sur notre économie.

Les Masques : Leur fabrication doit être relocalisée et notre stock tampon reconstitué. En cas de pandémie virale, le port du masque FFP2, pour tous, reste la protection la plus sûre. Les masques chirurgicaux protègent peu leurs porteurs mais pourront être réservés aux lieux de passage distancés. En cas de nécessité, leur port pourrait être généralisés à la seule condition que l'ensemble de la population en soit équipée. La préconisation du port de masques artisanaux « faute de mieux » demeure sidérante dans un pays développé qui consacre des sommes conséquentes à son budget de santé. Dans les pays en voie de dé-confinement les masques sont distribués gratuitement dans la rue, à l'entrée des commerces et à l'entrée des transports en commun par la police, l'armée, ou des agents de sécurité. Qu'en sera-t-il en France ? Le ramassage des masques doit être rapidement organisé pour destruction, voire un éventuel recyclage.

Les gels ou liquides hydroalcooliques : Leur fabrication est simple, leur formulation a été largement diffusée, leur coût de revient doit être maîtrisé afin de répondre au besoin constant de la population. Nous pouvons les fabriquer sur le territoire et il est aisé d'ouvrir des lieux de fabrication régionaux en cas d'alerte.

Les tests : Les tests PCR (cotons tiges) sont relativement fiables en début d'épidémie lorsqu'ils sont généralisés. Assurer une couverture totale de la population demanderait un test, par sortant et par jour. L'acheminement des réactifs des tests sérologiques avance. Lors des dernières épidémies à Coronavirus, les USA auraient breveté ces réactifs. Des enjeux financiers colossaux auraient pu en freiner l'approvisionnement. L'Allemagne, plus prévoyante, comme d'habitude aurait débloqué des sommes conséquentes vers les USA, et ce, dès les prémices de la crise. Afin de mettre les tests sérologiques en place, nos laboratoires doivent posséder du matériel d'analyse répondant aux normes ISO 15589 afin de recueillir des résultats cohérents sur l'ensemble du territoire. Tous les laboratoires ne sont pas en mesure de renouveler ce matériel qui n'est pas fabriqué en France. Il nous faut trouver une solution pérenne d'urgence et remettre notre système d'analyses à niveau. Il s'agirait ensuite d'organiser systématiquement la logistique des rendez-vous d'analyse pour la population...

Confiner les porteurs : Afin de stopper la propagation du virus tous les malades doivent être testés puis isolés dans des lieux dédiés (des hôtels réquisitionnés, par exemple). Aujourd'hui des malades ne nécessitant pas d'hospitalisation sont renvoyés chez eux et participent ainsi, involontairement, à la propagation du virus,

Traking ou pas traking : Il peut s'avérer être très difficile de sortir de cette crise en préservant toutes les libertés individuelles, pour un temps. En cas de traking, une commission de contrôle indépendante, transparente, s'avérerait indispensable afin de garantir l'effacement des données et leur

absence de détournement à des fins autres que destinées. Des associations de consommateurs et la CNIL pourraient y être associées.

Les respirateurs, systèmes de maintien extracorporels, et autres matériels hospitaliers: Les industries localisées sur le territoire doivent pouvoir être réquisitionnées au prix du marché mondial afin de répondre, en cas d'alerte majeure, à la fabrication de ces éléments indispensables à la chaîne sanitaire. Elles en ont la capacité, charge à elles de s'organiser. Cette pratique doit être acceptée comme s'inscrivant dans un contexte d'urgence nationale. Ces dispositions ne dispensent pas, pour autant, d'augmenter nos stocks dès à présent.

Un petit mot sur le virus : ce que l'on sait : Il a déjà fait le tour du monde, il est émergent, très contagieux, très virulent, peut être réurgent. On ne sait pas combien de personnes sont immunisées. Nul ne sait pas si les personnes qui ont été contaminées ont été immunisées. Nul ne sait pas pour combien de temps sont immunisées les personnes qui pourraient être immunisées. nul ne sait pas si une fois guéri, un individu reste porteur d'un virus latent qui peut se réveiller à tout moment. Ce qui semble se faire jour c'est que ce virus est passé de l'animal sauvage à l'homme.

Un petit mot sur le virus : ce que l'on ne nous dit pas : Le COVID 19 a déjà muté, très vite. Il existe déjà 7 souches différentes du virus, chacune développée dans des continents différents. Il en résulte que, contrairement au SRASS de 2003, ce nouveau virus pourrait être amené à persister.

La baisse de l'épidémie n'indique pas forcément une fin de l'épidémie : se propageant très rapidement ce virus a pu constituer des populations réservoirs, nous infligeant, ainsi, sa présence pour plusieurs années. La recherche est très active, riche, et solidaire sur le plan international et permet d'en apprendre un peu plus chaque jour un peu plus. Cependant, le COVID 19 surprend par le potentiel de son champ d'action et la fulgurance des réactions observées.

Dans une démarche logique, le dé-confinement devait avoir lieu 6 semaines après l'inflexion basse du plateau. Sans **oublier**, qu'au vu des stocks de départ et en l'absence de confinement, la mortalité aurait été exponentielle et dramatique car les systèmes de soins auraient explosé dès le décollage de la courbe des admissions hospitalières. L'économie aurait été de toutes façons mise à genoux ...il vaut certainement mieux, dans ce contexte mondial, être à genoux économiquement mais vivants...

Il convient de tirer parti de nos erreurs avec humilité.

Il convient de suivre avec une vigilance extrême la problématique et les modalités du dé-confinement sans sous-estimer la faiblesse du paramètre de l'immunité...

Nadja Gualligot

Garantir le retour des libertés et consulter les Français sur les choix politiques après la crise



Voilà plus d'un mois que nous sommes confinés en raison d'une épidémie qui a créé surtout une situation de crise en raison du manque de moyens pour y faire face. Si gouverner c'est prévoir, voilà plusieurs mandats présidentiels que l'on réduit tous les moyens publics avec pour conséquence que l'on manque de tout : Masques, tests, lits en réanimation, respirateurs, tabliers, médicaments... Une politique appelée « la Modernisation de l'Action Publique » (MAP), suivant une logique budgétaire inspirée par une Union européenne ne raisonnant selon les critères de la mondialisation libérale. L'une des causes de la crise de la représentation politique et de notre démocratie qui fait monter les populismes. Une Europe qui a semblé vouloir jouer le rôle d'un État qui n'est pas le sien, à l'image de la débandade des pays de l'union devant l'épidémie et l'abandon de l'Italie, même s'il est aujourd'hui question d'un fond commun qui n'y change rien. On a beau jeu de faire des soignants des héros dans ce contexte. Il faut rappeler que quelques semaines avant cette crise, le 24 janvier 2020, 1200 médecins démissionnaient symboliquement de l'hôpital public au regard de l'insuffisance des moyens qui lui étaient donnés.

On dénombre à ce jour (jeudi 16 avril) 134 560 décès dans le monde attribués au Covid 19, alors que selon l'OMS, la grippe saisonnière est responsable de 290.000 à 650.000 décès par an soit une moyenne de 470.000. Nous en sommes heureusement encore loin. En France on compte (le même jour) 17.920 décès avec ceux des Ehpad, dont l'addition récente de ces derniers a fait bondir le chiffre global. On explique qu'il y a dans ces établissements 230% en plus de décès qu'à la même époque, on devrait donc retrancher de ces chiffres le nombre de ceux qui sont décédés l'année passée, pour éviter cet effet d'amplification. On oublie que ce sont 620.000 personnes qui décèdent par an dans notre pays, de bien des causes : vieillesse, cancers, maladies cardiovasculaires, accidents divers... La canicule de 2003 a fait 25.000 victimes (Chiffre donné par les syndicats des urgentistes de France), la grippe saisonnière en 2016-17, 14.400, celle de 1968, 31.226 dans l'indifférence générale. La grippe espagnole (1917-1920), 70 millions de morts, 5% de la population mondiale d'alors ce qui ferait 350 millions de morts aujourd'hui, comme le professeur Jean-Philippe Derenne, ancien chef de service de pneumologie et réanimation de la Pitié-Salpêtrière, l'explique. Contrairement aux affirmations récentes du Premier ministre, la barre des 20.000 morts en France n'a donc rien d'un chiffre fatidique, même s'il est regrettable. Mais que cherche-t-on avec cette dramatisation ? A faire oublier les manquements et en reculer le plus tard possible le bilan ?

En fonction des décisions politiques qu'on a dans cette crise, on aura la définition de la société dans laquelle on est. C'est ce qui se profile avec l'idée d'une « nouvelle société » après le confinement, dont parle le Président de la République. On demande à voir. Car cette « nouvelle société » semble risquer d'être une société surveillée, où les libertés qui ont déjà été mises à mal avec « l'état d'urgence sanitaire » seraient encore plus sous contrôle. Un état d'urgence qui est dans la loi depuis 1955, qui donne l'équivalent des pleins pouvoirs au Premier ministre. On voit un confinement réalisé dans des termes très autoritaires en France qui est une décision politique, et pas seulement sanitaire, puisque bien d'autres pays ont fait autrement. Comme l'Allemagne, qui a pratiqué un confinement sans contrôle avec bien des magasins restés ouverts, et un meilleur résultat, mais en testant massivement la population pour identifier les porteurs du virus et prévenir ainsi les contaminations par des quarantaines. Elle dé-confine pendant

que la France reste à l'arrêt, avec une perte calculée de 10 points de PIB. Avec ce confinement autoritaire on remarquera qu'une fois de plus on infantilise le citoyen en France au lieu d'éduquer. Un confinement qui reproduit toujours les mêmes inégalités avec des quartiers-cités où on laisse des bandes ne rien respecter, ce que j'ai moi-même constaté, avec refus d'intervenir des forces de police. Cette « nouvelle société », si elle advient, devra rectifier cela, car il n'y a aucune raison pour que les familles de ces quartiers n'aient pas droit au respect des mêmes règles sanitaires et de sécurité. Une dimension autoritaire en tout cas comme référence à un modèle de gestion de crise qui peut inquiéter sur ses lendemains. On envisage un contrôle par tracking qui relève d'être surveillé « pour notre bien » qui rappelle de mauvais scénarios de science-fiction. Il y a toujours un équilibre à préserver entre la liberté individuelle et exigences collectives, car la liberté ne l'oublions pas est au fondement de notre modernité, dont la démocratie est garante. Sinon, c'est au risque de fractures à hauts risques alors que notre société, avant cette crise, était déjà en équilibre sur un fil.

Propositions :

Une nouvelle société ? C'est au peuple de pouvoir décider. On dit vouloir définir une nouvelle société où la santé reprendrait une valeur première, mais il y a bien d'autres biens sociaux essentiels que l'économie de marché a mise en cause, dont l'ensemble des services publics, sur quoi il faudrait réorienter l'action gouvernementale. Il faut remettre l'intérêt général au-dessus du reste. Ceci, comme le mouvement des Gilets jaunes l'a mis en évidence, avec la révélation de l'existence d'une France périphérique oubliée des politiques, qui a commencé à faire remonter ses revendications par des cahiers de doléances.

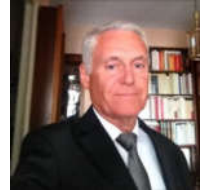
Puisqu'il est question d'une nouvelle société et de notre liberté, il faut

- **Un débat national doit avoir lieu démocratiquement, avec des cahiers de doléances, qui soient au fondement de propositions faites par le Président de la République, soumises au vote des Français par référendum.** On gouverne au nom du peuple, mais il participe peu aux décisions qui sont prises. Si c'est bien, comme nos institutions le disent, qu'il est la source du pouvoir politique, il faut que ce soit lui qui tranche.
- Le retour de la souveraineté du peuple et donc, de la nation. Ce qui passe par le fait que l'UE ne soit plus orientée vers le fédéralisme et l'effacement des États, en leur imposant ses vues, mais qu'au contraire elle soit une confédération d'États souverains qui puissent réellement choisir ce qu'ils entendent mettre en commun avec consultation du peuple à chaque étape. Avec pour but, non l'économie de marché, mais l'humain et l'intérêt social commun.
- **Changer de modèle économique, en redonnant à la politique l'initiative, afin de poser le principe d'une économie dont le ressort soit la relance par les salaires et non par l'unique aide aux entreprises,** en choisissant comme modèle de développement la satisfaction des grands besoins sociaux.
- **Rien lâcher du modèle d'assistance mutuelle et de solidarité qui est le nôtre, il faut au contraire mieux le garantir par un système de redistribution** financé par les richesses créées de façon plus juste et harmonieuse.

- **Négocier l'annulation de la dette des pays développés comme la France**, qui peut parfaitement être absorbé par les marchés financiers, **alliée à une politique de développement industriel, de relocalisation d'activités industrielles** comme le médicament, **et de nationalisation si nécessaire d'entreprises fondamentales pour notre économie et notre indépendance.**
- **Repenser la décentralisation** : en effet, cette crise a révélé la **mise à mal de l'État-unitaire** , une loi-un territoire- un peuple, **à l'image des initiatives de chaque région pour obtenir des masques ou d'autres matériels essentiels à l'action sanitaire, montrant un État incapable de jouer son rôle de coordination et de traitement égal dans tous les territoires de tous les citoyens. Il faut arrêter une décentralisation qui ressemble de plus en plus à une régionalisation de la France** avec le renoncement de l'État à assumer son rôle, on en voit les conséquences, et donc l'abandon de l'égalité de traitement devant la loi. **Il faut garantir le retour de l'État-unitaire qui est un acquis fondamental pour la liberté de tous.**
- **Redonner à l'État sa fonction de régulation dans les quartiers difficiles, à la condition de les reconquérir sur un modèle de société fondé sur les principes républicains, qui intègre les populations qui y vivent en investissant des moyens importants avec de fortes exigences d'intégration citoyenne. Seul un idéal d'égalité politique et sociale mis au cœur de cette « nouvelle société » peut réaliser cette prouesse en conquérant les esprits, et resolidariser le territoire.**

Guylain CHEVRIER

Retrouver sa souveraineté économique



La pandémie du Coronavirus a mis à jour de façon violente notre dépendance en matière sanitaire pour les masques de protection et la fabrication des médicaments. Les français ont découvert que nous étions, notamment, dépendants des chinois et des indiens à 80 % pour les principes actifs de certains médicaments vitaux. Seulement 3% des médicaments biologiques (issus d'organismes vivants comme les plantes, les bactéries, le sang...) sont fabriqués en France. Ainsi, cette crise a révélé nos graves défaillances en matière de souveraineté économique et dans le domaine sanitaire, plus particulièrement, mais pas seulement. Ces dernières années, de nombreuses entreprises notamment dans le secteur industriel sont passés sous pavillon étranger. Ainsi, dans ce registre, des entreprises françaises ont été rachetées comme Aldebaran dans la robotique, vendu au géant japonais Softbank, la branche énergie d'Alstom partie chez General Electric, Alcatel-Lucent liquidée dans les mains du finlandais Nokia, Latécoère, entreprise aéronautique, qui fabrique notamment les structures du Rafale ou les câblages du missile M51, tombée dans les mains du fonds d'investissement américain Searchlight... sans oublier les start-up ou les PME françaises dans les biotechs, l'intelligence artificielle, la robotique, la cybersécurité, les semi-conducteurs passés sous pavillons étrangers... Plus récemment, plusieurs exemples, ont révélé les failles et les insuffisances du contrôle exercé par Bercy sur des fleurons du capitalisme français. En janvier 2017, le japonais TDK a pris le contrôle de Tronics, une entreprise grenobloise biberonnée par le Commissariat à l'énergie atomique et spécialisée dans la fabrication de microsystèmes électromécaniques utilisés dans l'aéronautique, la défense ou la santé. Au début de l'été dernier, l'entreprise Sentryo, championne de la cybersécurité a été avalé par le géant américain Cisco. Cette société avait été élue deux ans auparavant « entreprise de cybersécurité de l'année » lors d'un symposium à Montréal.

Mais l'histoire de Linxens, leader mondial des connecteurs de cartes à puce, pesant près de 500 millions d'euros de CA est encore plus dure. Elle est passée sous le contrôle du conglomerat industriel chinois Tsinghua Unigroup, une émanation de l'université publique Tsinghua de Pékin, en toute discrétion, pour un prix estimé de 2,2 milliards d'euros.

Malgré les discours de certains de nos dirigeants politiques prônant le made in France, on peut se demander si la France n'a pas un problème avec la notion de souveraineté économique. Elle n'arrive pas à trouver un juste équilibre entre l'impérieux besoin d'attractivité et la nécessaire protection des savoir-faire stratégiques notamment dans le domaine technologique.

La crise sanitaire nous fait prendre conscience avec acuité de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger et interpelle les gouvernants français sur notre fragilité en matière de souveraineté économique.

Avec la pandémie du Covid19, c'est le grand retour de la nation, ce concept qui était devenu un mot à ne plus employer dans le langage *politically correct* des media et de certains hommes politiques. Il est apparu comme une évidence que la nation était le meilleur niveau pour faire face et exercer une solidarité rapide entre les individus. Rappelons-nous ces mots d'Ernest Renan « une nation est une âme ». Les français l'ont compris. L'Europe est apparue étriquée, dépassée, impuissante, empêtrée dans les intérêts contradictoires de chaque pays de la Communauté. Elle a mis en lumière la désunion en faisant réapparaître le clivage Nord-Sud, les premiers s'opposant aux seconds sur la mutualisation des dettes liées à la crise. A la décharge de l'Europe, le secteur sanitaire ne fait pas parti de ses compétences mais de

celles des États ce qui peut aussi expliquer le retard à l'allumage. Cependant, la **BCE** a adopté un programme de rachat d'urgence de **750 milliards €** face à la pandémie via des rachats de dette publique et privée pour soulager les banques de la zone euro et les inciter à soutenir les entreprises et les ménages. De plus, malgré certaines ambiguïtés non encore levées, l'**Eurogroupe** s'est mis d'accord le 9 avril pour **mobiliser le Mécanisme européen de Stabilité (MES)** à hauteur de **240 milliards d'€** soit 2% du PIB de la zone, pour **augmenter la capacité de crédit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)** de **200 Mds€** afin qu'elle puisse faire des financements aux entreprises, en priorité aux PME, et pour **permettre aux États membres d'apporter des garanties à la Commission** qui lui permettra de s'endetter jusqu'à **100 Mds€** pour soulager les États-Membres via des prêts dans leur **soutien au chômage partiel**.

C'est un commencement de réponse à la crise d'après qui nous menace mais c'est loin d'être suffisant. Il ne faut pas s'illusionner compte tenu des investissements à réaliser pour retrouver une souveraineté économique, **la solution ne pourra s'inscrire que dans le cadre européen**.

Alors dans ce contexte, quelles solutions pour y remédier ?

Nos 11 PROPOSITIONS :

1-Relancer l'Europe par la **création d'un fonds de solidarité européen** qui empruntera sur les marchés à des taux d'intérêt très faibles sur des durées longues et qui permettra à tous les États de la zone Euro de disposer de prêts au même taux pour relancer leur économie (les coronabonds) en aidant les entreprises à investir. C'est un mécanisme de mutualisation des dettes engendrées par la crise liée à la pandémie. Pour cela, il faut convaincre les pays de l'Europe du nord (Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Finlande) que l'on peut comprendre dans leurs réticences car sur le plan budgétaire, ils étaient vertueux contrairement aux États de l'Europe du Sud, plus dispendieux. Mais, la survie de l'Europe est à ce prix de la solidarité des États membres.

2-Sauver les géants industriels en difficulté, comme Air France, Renault, Valéo... par une intervention de l'État. C'est le retour de l'État pompier.

3-Relocaliser certaines activités ou industries stratégiques, la santé en fait partie. Ce ne va pas se faire du jour au lendemain. C'est un travail de longue haleine car la logique court « termisme » du profit va très vite reprendre le dessus après la crise.

4-Concernant la santé il serait souhaitable de décentraliser la gestion des équipements immobiliers et du petit matériel de protection (masques, gel, tests...) au niveau de la Région en coordination avec l'ARS pour les hôpitaux publics. Nous avons vu la rapidité d'intervention des Régions pour se procurer des masques ou du gel alors que l'État était empêtré dans ses procédures juridiques.

5-Contrôler avec plus d'attention les investissements étrangers dans nos entreprises. Ces dernières années, nous avons vu que de nombreuses entreprises du secteur industriel notamment sont passées sous pavillons étranger, à l'extérieur de l'Europe.

6- Accélérer la mutation numérique de la société pour nous apporter de la productivité et de la croissance, en privilégiant la construction d'une **Europe scientifique de haute qualité** pour affirmer notre indépendance technologique et répondre aux grands défis que nous lancent, les États-Unis, la Chine,

notamment en matière de robotisation, d'intelligence artificielle, de biotechnologies... Aucune entreprise européenne n'appartient aux GAFAM aujourd'hui ! L'Europe paie son sous-investissement dans ses technologies.

7- Assurer un soutien capitalistique avec l'intervention si nécessaire de la BPI et de la CDC voire de la BEI pour les start-ups qui cherchent à grandir et à changer d'échelle. En effet, aujourd'hui, en France, les start-ups n'ont pas de difficultés à trouver de l'argent pour leur amorçage mais ensuite au moment de leur phase de développement pour changer de dimension, elles n'ont souvent comme recours que de se vendre à une entreprise étrangère, faute de trouver les capitaux nécessaires sur le marché français ou européen.

8- Favoriser les super champions européens en autorisant les rapprochements d'entreprises européennes, comme par exemple SANOFI, spécialisée dans l'industrie pharmaceutique, qui a proposé de créer le champion européen du principe actif en regroupant ses 6 usines qui fabriquent des molécules dans une structure autonome dont le groupe ne détiendra plus que 30% dont le capital sera ouvert à d'autres actionnaires européens. Souvenons-nous du blocage regrettable pour l'Europe de la Commission européenne lors du projet de rapprochement entre Alstom et Siemens.

9- Dans la période de l'après, il faudra donner la priorité à une politique fiscale européenne permettant une harmonisation des taux d'impôts des Etats-Membres, tout particulièrement pour les entreprises, afin de parachever la construction de l'Europe. Cela permettra d'éviter le dumping et les délocalisations. Cela renforcera aussi les États européens vis-à-vis de la Chine et des États-Unis qui, lorsqu'ils investissent en Europe, jouent habilement de la concurrence entre les pays. Enfin, il faut prévoir un relèvement des taxes aux frontières de l'Europe sur l'importation de produits extérieurs à la zone européenne si le gouvernement américain s'entête à mettre des barrières douanières sur l'importation de produits européens.

10- Accélérer la rénovation thermique des bâtiments (publics et privés) et le passage à la voiture électrique notamment en ville pourrait créer beaucoup d'emplois non délocalisables sur tous nos territoires, passer à l'hydrogène dans les autres modes de transport.

11- Généraliser une agriculture écologique de proximité, plus gourmande en main d'œuvre, moins polluante et tout aussi productive que l'agro-industrie.

Enfin, cette crise aura eu le mérite de souligner notre fragilité et la France devra en tirer les leçons : les chaînes d'approvisionnement internationales à flux tendus, sans stocks et sans redondance, nous rendent beaucoup trop vulnérables. Même l'extraordinaire afflux sur les réseaux sociaux, la Toile et les visioconférences doit nous interroger ; les entreprises qui fournissent ces services numériques ne sont pas européennes et se révèlent peu fiables. Alors, favorisons le retour de la souveraineté de l'État dans un cadre européen.

José GIANNESINI

Soutenir le développement d'une industrie 4.0

Après la **1ère révolution industrielle mécanique** portée par le charbon et la machine à vapeur, puis la **2ème révolution industrielle de production de masse** grâce aux nouvelles énergies : électricité, gaz et pétrole, et enfin la **3ème révolution industrielle automatisée** soutenue par l'informatique, arrive aujourd'hui la **4ème révolution industrielle intelligente** avec l'industrie 4.0 donnant naissance à une nouvelle génération d'usines 4.0 (ou « smart factories ») connectées, robotisées et intelligentes.

Ces nouvelles possibilités industrielles sont dues :

- à la virtualisation (maquettes numériques) offrant de plus vastes et meilleurs champs de conceptualisation,
- la robotique programmable (rapport Homme-Machine réduit en faveur de l'échange Machine-to-Machine qui permet l'adaptabilité automatique des chaînes de production),
- aux capteurs, aux objets interconnectés et à l'impression 3D
- aux capacités d'analytiques du Big Data et de programmation de l'Intelligence Artificielle permettant aux automates de se reprogrammer à la volée.

Elles offrent des avantages de compétitivité et atouts concurrentiels incontournables :

- flexibilité et reconfiguration des systèmes face aux besoins afin de produire selon les nécessités du marché et des clients, optimisant la gestion des stock et des produits finis,
- réactivité avec des entreprises en réseau à l'écoute de leurs clients et de leurs fournisseurs,
- autonomie et souveraineté économique en supprimant la dépendance étrangère,
- optimisation des performances des chaînes de production, grâce à l'analyse des méta-données remontées par des capteurs et le traitement en temps réel de ces informations grâce au Big data et à l'IA dans le cloud,
- réduction des coûts de main d'œuvre augmentant la productivité (fonctionnement H24 7/7) (disqualifiant les pays d'Asie dont la seule qualité est le bas coût de la main d'œuvre),
- diminution de l'empreinte carbone du fret des envois depuis les pays d'Asie,
- amélioration de la qualité des produits (faire les bonnes pièces adaptées du premier coup),
- augmentation de la rapidité de livraison des marchandises (temps et dépendance fret),
- garanties sanitaires en cas de nécessité de confinement (pilotage de la production à distance, peu de personnel surtout des programmeurs et de la maintenance occasionnelle).

Toutefois, malgré les apparences, l'Homme n'est pas écarté de ces usines. Au cœur d'une industrie moderne, il pilote les systèmes, déchargé des tâches pénibles et répétitives par l'apport de la robotique collaborative. Grâce au jeu des plateformes interactives, il garde le contrôle à distance et à toute heure. Il reste le centre névralgique de ces entreprises.

Cependant, la convergence du monde industriel et des technologies numériques nécessite une nouvelle conceptualisation du management, avec la fin des silos verticaux de hiérarchies pléthoriques pour un nouveau paradigme de déplacement du rôle de manager vers beaucoup plus de transversalités entre techniciens, commerciaux, financiers, pour un travail horizontal collaboratif.

Selon des industriels, ce concept porte déjà ses fruits. « Après être passé par l'étape des chantiers pilotes, nous avons désormais notre site d'Amberg qui regroupe tous les concepts de l'industrie 4.0, et qui a vu sa productivité multipliée par deux en quelques années », affirme Franck Mercier, chargé de mission « digital factory » chez Siemens.¹

Néanmoins, malgré les nécessités et les opportunités techniques, la France prend du retard avec un appareil productif et peu moderne comme l'indique une étude de 2019 faite par Accenture « *L'industrie représente aujourd'hui 12 % du PIB français ... loin derrière l'Allemagne (25 %) ... entre 2017 et 2012, les investissements ont repris et l'âge moyen du parc productif est passé de 19 ans en 2012 à 17 ans aujourd'hui* ». ² Par ailleurs, l'on compte « *132 robots pour 10 000 personnes dans l'industrie manufacturière en France, contre 1,4 fois plus en Italie et 2,3 fois plus en Allemagne* ». ³

Propositions pour soutenir cette évolution industrielle française :

- Planifier les priorités de localisation industrielle (Industrie lourde ou de transformation, indépendance d'approvisionnement...).
- Anticiper le besoin industriel en identifiant, préparant puis équipant des terrains d'accueil des nouvelles usines, avec des réseaux de communications mieux dimensionnés et maillés (fibre, 5G ...) sur tout le territoire, pas seulement engorgés dans nos grandes métropoles.
- Fluidifier les lourdes procédures institutionnelles pléthoriques aux acteurs multiples pour accélérer les implantations (13 mois en moyenne en France contre 6 mois aux USA)⁴.
- Redéfinir le concept de « Partenariat Public-Privé » pour une meilleure utilisation des fonds publics et un meilleur contrôle des rentabilités privées.
- Former les cadres existants (formation continue à l'étranger dans une dimension européenne) et futurs (rapprochement industrie et éducation nationale avant même l'apprentissage), non seulement sur les compétences liées aux nouvelles technologies mais aussi au travail créatif, autonome, responsabilisé et surtout le télétravail collaboratif.
- Augmenter et prioriser les investissements financiers de l'État et des Collectivités.
- Participer plus activement à l'élaboration des normes internationales (enjeu stratégique commercial dominé par les anglo-saxons).

Henriette CAUX

1 <https://www.techniques-ingénieur.fr/actualite/articles/lusine-4-0-cest-quoi-37271/>

2 <https://www.alliancy.fr/a-laffiche/industrie/2020/01/20/lindustrie-francaise-doit-rattraper-son-retard-sur-le-4-0>

3 <https://www.alliancy.fr/dossier/industrie-une-transformation-essentielle>

4 <https://www.gouvernement.fr/document/dossier-de-presse-comite-executif-du-conseil-national-de-lindustrie-23.09.2019.pdf/>

L'illectronisme à l'heure du confinement

L'illectronisme est la version électronique de l'illettrisme. C'est le fait de ne pas maîtriser les outils numériques.

Jean-Louis Borloo dans son rapport sur les quartiers prioritaires de la ville parle d'illectronisme pour les 11 millions de français, soit 17 % de la population, qui sont incapables de faire une démarche administrative. Il place le curseur là.

Alors que le gouvernement a le projet de dématérialiser 100 % des démarches administratives d'ici 2022, le numérique va faire apparaître de nouvelles inégalités entre ceux qui maîtrisent cette technologie et ceux qui n'en sont pas capables. L'illectroniste s'expose à une exclusion sociale et à une difficulté à participer à la vie démocratique.

En cette période de confinement, ces personnes sont les premières à souffrir du manque d'interactions sociales.

L'INSEE nous informe en 2019 que 38 % d'utilisateurs apparaissent manquer d'au moins une compétence de base et parmi ceux-là 24 % sont incapables de rechercher une information alors qu'ils sont utilisateurs d'internet.

Mais qui sont ces illectronistes ? Les plus âgés, les moins diplômés, les plus bas salaires, les 7 % d'illettrés qui ont entre 18 et 65 ans (qui ont perdu au fil du temps la pratique de la lecture et de l'écriture) bien qu'ayant fait leur scolarité en France. S'ajoutent les français qui n'ont pas accès au numérique, par manque d'intérêt tout simplement, les ruraux en zone blanche et les ultramarins. Il faut savoir que des familles vivent sans électricité dans nos territoires ultramarins, et que le français n'est parlé qu'en 2ème ou 3ème langue par une partie de la population alors que le programme scolaire français s'applique dans tous les territoires.

Ne croyez surtout pas que nos jeunes soient épargnés par l'illectronisme. On constate qu'une part des jeunes se trouvent désemparés face à l'utilisation des outils numériques. Bien qu'ils maîtrisent les jeux vidéo et les réseaux sociaux, ils sont perdus lorsqu'il s'agit d'utiliser ces technologies dans un but autre que le divertissement.

Des études rappellent la nécessité de faire la différence entre l'accès et l'usage. Les jeunes de 12 à 17 ans sont 98 % à avoir un ordinateur chez eux, mais ce sont les fortes inégalités liées à leur utilisation qui amène le sociologue Fabien Granjon à parler de « fracture numérique de second degré ». Il précise que 72 % des jeunes, utilisateurs d'Internet en milieu ouvrier ont l'objectif unique de se divertir contre 36 % seulement chez les cadres supérieurs.

En outre, ils doivent s'imposer une adaptation pour passer de l'usage du numérique, seul devant leur écran, au numérique collectif pour les cours à distance en classe virtuelle.

Les enfants de ces parents illectronistes, bénéficient peu du soutien familial dans les apprentissages à distance qui leur sont imposés depuis la fermeture des établissements scolaires. Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé la disparition de 6 % à 8 % des élèves.

on peut craindre également un décrochage scolaire définitif, c'est-à-dire une sortie du système scolaire sans aucun diplôme.

Le décrochage scolaire en temps ordinaire est un véritable fléau. Les efforts de l'Éducation Nationale dans ce domaine ont permis en 10 ans de passer de 13 % de décrocheurs à 9 %. Dans certaines académies, ce sont 30 % des élèves qui sortent du système éducatif précocement sans diplôme ou avec le brevet des collèges. A la sortie du confinement, on peut craindre le constat d'une augmentation significative du pourcentage de jeunes en rupture des apprentissages ou pire par l'abandon scolaire qui serait une conséquence de l'illectronisme de ces jeunes fragiles, dans l'incapacité de suivre les cours par le numérique à la maison ou à défaut, de travailler sur les supports de cours transmis par voie postale qui nécessite un soutien familial dans les deux situations, pour imposer rigueur et structuration de la journée.

De fait, certains cantons à fort risques de décrochage massif y échappent grâce à l'offre d'emploi local à des niveaux de qualifications variées. Sachant que le décrochage le plus faible se trouvent dans les sections qui préparent au CAP, repensons à mieux orienter nos élèves au lieu de s'évertuer à les amener jusqu'au bac en y poussant 80 % des jeunes. Il paraît préférable d'avoir comme objectif 100 % d'une classe d'âge qui trouvent rapidement un emploi. On réussirait à limiter le gâchis humain et économique, à l'instar de nos voisins suisses et allemands qui enregistrent respectivement un taux de chômage de 2,1 % et de 4,8 % en 2018 et pour la même année en France, il s'établit à 9,1 % de la population active.

Face à la dématérialisation des services publics (impôts, démarches, état-civil ...) et privés (banques, cantines professionnelles, réservations, voyages...), la rapidité des évolutions technologiques et l'isolement voire l'enclavement électronique, les institutions publiques et privées, gagnantes sur le plan économique, doivent s'impliquer dans l'accès et la formation gratuite à tous les âges.

Propositions :

- **repérage social des personnes en besoin**, en distinguant usage et maîtrise. Certains usagers de smartphones et adeptes des réseaux sociaux ne savent pas utiliser un ordinateur.
- **assistance téléphonique, cours gratuits de formation et espaces sur site des organismes publics**,
- **initiations au numérique gratuites** dans toutes les mairies et maisons d'association et « chèques pass numériques » pour les communes non équipées déléguant au privé ou à l'associatif,⁵
- **formation continue obligatoire** en entreprise pour les salariés même non utilisateurs dans leur métier et pour les tous demandeurs d'emploi et parents sans emploi,
- **enseignement privé ou public : module obligatoire** en formation initiale et continue pour tous les **enseignants du primaire au supérieur**, du maître des écoles en maternelle à l'agrégé de philosophie .
- **Cours de cyber-culture et espaces numériques dans tous les collèges**,
- **Accès à des espaces cyber gratuits** dans toutes les entreprises ayant un lieu collectif de restauration et des services de ressources humaines.

Bénédicte de FAULTRIER

⁵ Livre blanc "contre l'illectronisme", syndicat de la presse sociale, juin 2019

Le rôle des associations après le confinement

Afin d'éviter des dépenses non indispensables de l'État et d'associations qu'elles qu'elles soient, je préconise de fonder un « institut qui serait une sorte de conseil de sages », afin qu'il puisse examiner en amont certaines dépenses à gros budget, (ex ; était-il important de faire changer la vaisselle de l'Elysée ainsi que les tapis et autres meubles ce qui a coûté une somme faramineuse, alors que la sécurité des Français n'a pas été pris en compte (on a pas su prévoir car pas voulu ou su répondre aux demandes répétées des services hospitaliers depuis plusieurs années, ni n'avons pris de précautions pour un minimum de protection en cas d'épidémie ou de pandémie (les masques que Roselyne Bachelot avait commandé et pour lesquels elle a reçue des Quolibets et pressions, n'ont pas été renouvelés pour économiser quelques milliers d'euros ce qui nous coûte plus cher actuellement en argent mais aussi en vie humaine. Au même moment des foyers français on eu leur APL enlevée, des prestations diminuées.

Cet institut ou conseil de Sages, pourrait donner son feu vert ou pas pour des dépenses importantes en amont, si toutes les conditions pour la protection des citoyens est prise, santé, protection, bien être etc..

Afin ne pas attendre en aval et épinglez « des sommes gaspillées, comme la cour des comptes dénoncent les dépenses inutiles de l'état ou d'associations alors que c'est trop tard.

Nous ne devons plus laisser les pleins pouvoirs à nos dirigeants car ils ont montré leur incapacité à faire face à la protection des Français, en leur annonçant tout et leur contraire quelques jours plus tard, doublés de mensonge.

Cette même cour des Sages aurait plusieurs cordes à son Arc afin de vérifier que les membres du gouvernement qui nous dirige de quelque bord que ce soit, n'ont pas eu affaire à la justice, n'ont pas été mis en examen, n'ont pas fait l'objet de condamnation, et que tout membre en ayant eu soit démis immédiatement de ses fonctions.

La reprise sera sûrement difficile, un mot me vient à l'esprit SOLIDARITÉ, et non pas CHARITÉ ; Être plus à l'écoute de nos citoyens, ne pas les recevoir « à la chaîne » lors de leur passage dans un bureau mais prendre le temps d'étudier leur dossier comme cela se faisait il y a une bonne dizaine d'années. Les bénévoles des services sociaux avaient beaucoup contribué à apaiser des conflits, à faire la médiation entre les usagers et les CAS(Centre d'Action Sociale), pour parler d'un cas et expliquer ce qu'une assistante sociale n'a pas toujours le temps d'approfondir, surtout si elle est malade et pas remplacée.

La médiation est un outil important pour faire tomber les barrières entre les citoyens, qu'elles soient religieuses, ethniques, sociales ou autres.

Apprendre à respecter l'autre et à admettre qu'il peut penser différemment de nous sous réserve qu'il n'empiète pas sur les droits et devoirs de chacun d'entre nous.

Le Bénévole est un outil important, dans les relations qu'il peut avoir pour aplanir les difficultés qui ne sont pas toujours perçues ou parfois ignorées .que ce soit dans le cadre du social, religieux, ethnique ou autre.

Il permet de tisser des liens plus amicaux et permet aux personnes de « s'ouvrir » pour parler de leur problèmes notamment dans le social, on s'ouvre plus facilement à la confiance avec une bénévole parce qu'elle n'est pas « assistante sociale » il y a ce besoin de parler, et la peur de ce que cela peut entraîner. L'exemple des familles qui ne disaient pas qu'elles dormaient dans la rue ou dans une cave à une assistante sociale, mais le disait à une bénévole, car il n'y avait pas de risque d'enlever les enfants ou de les placer.

Il a été beaucoup question d'enfance maltraité en confinement dans les actualités. Il faudrait également travailler sur ce problème.

Certaines personnes sont au chômage parfois depuis plusieurs années, et ne trouvent pas la force de retrouver un emploi, on peut les aider financièrement tout en leur redonner leur dignité .

Leur donner leur allocations chômage, RMI/RSA ou autres, à la condition d'aider de participer au bien être des autres en travaillant bénévolement mais avec obligation dans des associations, d'aides aux personnes âgées leur donner des cours d'informatiques à domicile, les aider à faire les courses, etc.. dans les Centres Sociaux accueil du public et travaux d'entretien que ce soit ménage, réparations, ou autre à définir. Les hôpitaux etc.

Cette pandémie a fait prendre conscience à certains de « donner » de leur temps de leur savoir ou expérience, on a vu fleurir des pages Whatsapp, qui proposait ses services, pour livrer des légumes et fruits, des courses, du poissons, de rendre un service quelconque des médecins , ou personnel soignant se sont proposés à faire des consultations gratuites et produire des ordonnances, et autres de rendre service dans les hôpitaux spontanément et ce malgré les conditions difficiles sans protection pour la plus part. Ce travail là doit continuer ce bénévolat doit continuer car nous sortons d'une sorte de guerre où toutes les bonnes volontés seront les bienvenus à quelque niveaux que ce soit .

Les dialogues interreligieux et laïques sont une source de meilleure entente et compréhension les uns envers les autres, et peuvent aplanir certaines difficultés et celles de mieux comprendre l'autre. Il est important d'abaisser les barrières communautaires qui se transforment en communautarisme et que le monde en dehors de cette communauté n'existe pas ou n'a pas droit à un regard, ce que j'essaie de faire depuis une dizaine d'années. Mais il s'avère que certaines de ces associations en font un « business » pour des propagandes politiques, pour importer des conflits étrangers à notre pays, via l'aide à des terroristes , pour avoir des financements importants. Là aussi il faudra vérifier avant de donner des subventions aux associations qu'elles qu'elles soient et approfondir le but de celles-ci.

Danielle Ferra

Entre ville et campagne

Selon la terminologie utilisée en classe de 3eme,
assimilons Villes à milieu urbain et campagne à milieu rural

Après une comparaison entre le « milieu urbain » et le milieu rural, nous proposerons 9 axes de réflexions

On constate que les citadins rentrent en masse le dimanche soir dans leurs villes, alors que le lundi 16 avril, nous avons vu de très nombreux citadins ont quitté en urgence leurs villes. De plus, nous observons que les animaux quittent leurs zones de vie (forets, jungle, marécages, ..) et rentrent dans les villes (sangliers dans les rues d'Ajaccio,... coyotes à Chicago, ours polaires au Canada., crocodiles en Australie, éléphants en Inde, et ils apportent tout ce qui vit en eux et sur eux

Mais pourquoi fuit-on les campagnes pour venir travailler en ville, alors que l'on fuit la ville pour aller se réfugier à la campagne et pourquoi certains animaux rentrent dans les villes ? Cela devrait nous interpeler !

Pour mieux comprendre, comparons rapidement ces deux espaces de vie : d'une part, la ville avec le business et la vie facile et d'autre part, la campagne avec la sécurité et le confort de vie.

N'oublions pas que le but de notre vie est bien de vivre en bonne santé et en toute sécurité, donc, a priori, la campagne serait mieux !

En effet, tout le monde voudrait l'espace, le grand air, la nature, profiter du calme, de la foret, du bord de mer, et ne plus supporter le confinement en appartement, le bruit, la pollution, le béton, l'insécurité, la circulation routière.

Mais, soyons réalistes, la campagne a ses faiblesses : l'isolement, les distances importantes, très peu de services publics (poste, chemin de fer, route, gendarmerie,..), très peu de soins médicaux, difficulté des pratiques religieuses, un manque crucial de commerce, des zones blanches de radiotéléphonie, et surtout une faible potentialité d'emploi ...

PROPOSITIONS :

Après ce survol des milieux urbain et rural et pour améliorer la résilience française, nous pourrions suggérer quelques axes de réflexion, en valorisant, uniquement le milieu rural.

Pour atteindre cet objectif, il faudrait IMPERATIVEMENT:

- **Repeupler nos campagnes**
 - En redonnant un coté agréable et, surtout, un environnement de travail.
 - En suscitant des séjours longue durée, et non seulement des vacances.
 - En fidélisant, in situ, la population active.
- **Apporter les solutions d'infrastructures urgentes**
 - En développant des moyens de communications pratiques : routes, voie ferrée, autobus, avec les services associés (déneigement, ..)
 - En déployant des moyens de télécommunications performants : internet, 4G, 5G, réseaux optiques

- En veillant à une distribution électrique de qualité,
- Sans oublier les entreprises pour assurer l'entretien des voitures, vélos et la distribution du carburant
- **Offrir des conditions favorables pour l'installation de secteurs d'activité (primaires, secondaires et tertiaires)**
 - En faisant profiter d'un avantage fiscal.
 - En permettant l'installation dans des conditions favorable : location/vente de bâtiments et/ou de terrains à des prix intéressants.
 - En créant des clusters fédérateurs business.
- **Implanter l'environnement de base avec**
 - L'ouverture de commerces de proximité multi-services à 3 facettes :
 - Pour la fourniture de nourriture, surtout le pain ;
 - Avec la mise en place des services indispensables : de cyber café pour les liens internet, pour la livraison de colis et, aussi, comme relais de distribution en provenance de l'État (masques, ..)
 - Avec des lieux de convivialité et de rencontres : point café/apéro,
 - L'installation de producteurs agricoles locaux
 - La mise en place d'une infrastructure de santé de qualité
 - Avec des centres médicaux de première urgence H24
 - Avec des points de vente de « produits pharmaceutiques »
 - Avec la construction de résidences pour seniors
 - Des infrastructures pour maintenir la condition physique
 - Avec la construction des centres sportifs, des piscines, des stades, des cours de tennis,
 - Avec le dessin des parcours santé, des pistes cyclables.
- **Sécuriser l'environnement**
 - Avec la présence, au minimum, du garde champêtre ou, au mieux, de policiers municipaux
 - En améliorant l'éclairage des points importants
 - En veillant à la sécurité des personnes dépendantes par système d'alarme centralisé
 - En facilitant la circulation routière (carrefours, ..)
- **Développer la résilience individuelle (tempêtes, inondations, épidémies, neige,..)**
 - En faisant des stocks d'alimentation et d'hygiène de première nécessité.
 - En prenant des mesures conservatoires : bougies, appareil à gaz, piles électriques, outillage, « kit de survie ».
 - En cultivant son petit lopin de terre.
- **Réimplanter les services étatiques avec**
 - La présence de la poste.
 - L'installation et/ou le maintien des écoles.
 - L'amélioration des transports locaux et régionaux.
- **Valoriser l'environnement écologique**
 - En replantant des arbres, en choisissant les essences les mieux adaptées.
 - En entretenant les forêts, les étangs, les ruisseaux, les sentiers, les bords de mer.
 - En luttant contre le remembrement.
 - En interdisant le bétonnage de certaines zones pour le maintien de l'écosystème sensible
- **Agir sur les collectivités locales**

- En regroupant certaines communes pour mutualiser les moyens.
- En simplifiant les rôles des structures en place : communauté de communes, intercommunalité,...
- En suscitant des réunions festives et conviviales pour réunir la population.
- En définissant des plans de gestion de crise et en jouant des exercices de crises.

En conclusion, il est indéniable qu'il est plus facile de vivre le confinement en milieu rural (souvenons-nous la vie sous l'Occupation) ; pour cela, la dualité, voire la rivalité monde rural/monde urbain, doit être lissée en rendant une campagne beaucoup plus accueillante pour y aimer y vivre dans la convivialité.

Marc CARRE

L'APRES COVID au travers du prisme européen



C'est en ordre dispersé que nos différents pays ont pris la mesure de la menace, c'est de façon non coordonnée qu'ils entreprennent d'en desserrer les contraintes. L'Europe a ainsi manqué d'empathie et s'est drapée dans une posture d'indifférence intolérable.

Il faudrait néanmoins souligner que les institutions européennes **n'ont pas de compétence** en matière de politique sanitaire. Les États membres ont toujours allégué que cela relevait de prérogatives nationales. C'est donc une « **compétence d'appui** » comme précisé dans le traité de Lisbonne : « *elle ne peut intervenir que pour soutenir, coordonne ou compléter les actions d'État.* »

Ceci étant, heureusement la BCE (Banque Centrale Européenne des 19 pays ayant adopté l'€) a sorti l'artillerie lourde en débloquant 1000 milliards d'Euros, et marquant ainsi une forte détermination.

Pour être factuel :

- Dès le 30.01.2020 l'Union a lancé un appel à propositions afin de trouver un vaccin et cela dans tous les laboratoires européens. Cela sera donc un partage des données trouvées ;
- « Horizon 2020 » programme de la recherche et de l'innovation. Il concentre ses financements sur la réalisation de trois priorités : l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux ;
- Le Programme « SURE » (Support to mitigate Unemployment Risks in Emergency) initié par la Commission européenne garantira les plans nationaux de soutien à l'emploi des États membres en leur permettant notamment d'obtenir des prêts « *à des conditions avantageuses* », pour « *couvrir les coûts directement liés à la création ou à l'extension des régimes nationaux de chômage partiel* ». L'objectif est clair : limiter au maximum les renvois, afin que les entreprises soient prêtes à rebondir aussi vite que possible, une fois le confinement terminé ; Jeudi 9 avril 2020, un accord est enfin intervenu pour un montant de **540 milliards d'€** qui se décline ainsi :
- 240 milliards d'€ débloqués par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) = outil de gestion de crise pour la zone €, (les Néerlandais se sont adoucis quant aux conditions pour en bénéficier, pour les États les plus demandeurs).
- 100 milliards pour soutenir le financement du chômage partiel dans les États membres.
- Suppression des droits de douane et de TVA sur les importations provenant de pays tiers, pas de restrictions en matière de co-financement par des plafonds.
- Utilisations des fonds structurels disponibles et d'investissement européens.

Mais prenons un cas pratique très récent, l'UE a aidé tous les États membres à rapatrier ses citoyens qui étaient bloqués à l'étranger. Cela aussi c'est la tâche de l'Union Européenne.

Soulignons que des hôpitaux tchèques et allemands ont soigné des malades français, que des médecins roumains ont sauvé des vies en Italie, que du matériel médical envoyé de Lituanie vers l'Espagne.... L'Europe a montré son entraide, sa cohésion en période de crise.

Notre modèle social français a joué son rôle d'amortisseur par tout ce que le système social français offre (indemnité, chômage, aides..), et par ses hôpitaux à haute compétence et tous ceux qui s'y

dévouent. Notons que d'autres pays n'offrent pas des ressources et des aides sociales, citons le Royaume Uni ou encore l'Italie ou l'Espagne. La législation nationale est bien différente en matière sociale.

D'autres pays font-ils mieux ? DE certes, mais ceci grâce aux Länder (pas de pouvoir centralisé fort !). Soyons reconnaissants à cette France qui nous protège même si nous pensons sa réponse pas toujours à la hauteur de nos aspirations.

1ère proposition : coordination européenne en matière de santé. Donc une coopération renforcée (C'est une procédure par laquelle un minimum de neuf États membres de l'Union européenne sont autorisés à établir une coopération sans la participation des autres pays de l'UE). Cette procédure leur permettrait de progresser, selon des rythmes et des objectifs différents. Dans le cadre européen, ce processus permettrait une réponse adaptée et efficace dans des délais assez courts.

Mettre en commun les résultats de nos laboratoires, mutualiser les recherches, et cela en dehors de toute concurrence intra-européenne serait la réponse la plus solidaire et la plus efficace conformément aux principes de l'Union. En fait, constituer une réserve stratégique médicale, notamment financée par la BCE. Dans ce cadre, seule la complémentarité devrait prévaloir pour les objectifs recherchés.

2ème proposition : l'approvisionnement en médicaments : 80% des principes actifs proviennent actuellement d'Asie, ainsi que 40% des médicaments finis. Les États européens doivent se doter d'une capacité de production et de distribution de médicaments sur le sol européen pour une indépendance sanitaire. Ceci veut dire une relocalisation de la production tant du matériel médical que de la fabrication des médicaments.

Cela signifie également l'idée de constitution **d'un stock européen de médicaments** et de **matériels médical**. La France, a quant à elle aussi tristement « négocié » son savoir faire et a bradé un fabuleux tissu industriel notamment en « aidant » à monter et à développer des entreprises, usines en Chine, dont nous dépendons actuellement.

Toutes ces propositions sous-tendent au niveau européen, l'adoption d'un **processus décisionnel « allégé »**, qui ne devrait pas requérir l'unanimité, mais être **voté à la majorité qualifiée**, (ce processus est de plus en plus utilisé dans les décisions de l'UE), ce qui signifie : au moins **55% des États membres** expriment un vote favorable. Cela correspond à 14 sur 27 Les États membres qui soutiennent la proposition **représentent au moins 65% de la population de l'UE**. Ce vote à la majorité qualifiée est très important, car il permet après l'approbation par le Parlement Européen et le Conseil des Ministres de l'UE, la mise en œuvre concrète des mesures approuvées. Il est beaucoup plus aisé pour l'adoption législative européenne.

Ceci signifie également, que notre interdépendance n'occulte pas le souhait des États de garder une indépendance nationale pour ce qui relève du régalien ou des politiques strictement nationales, et uniquement mettre en commun ce que l'on peut faire mieux ensemble. Jusqu'à présent la Santé relevait uniquement de la politique nationale des États-Membres.

Il nous faut aussi souligner que **le principe de subsidiarité** s'applique pleinement dans tous les États-Membres soit uniquement **gérer à l'échelle européenne** ce que chaque pays ferait moins bien seul.

La Commission aurait voulu éviter une levée du confinement en ordre dispersé, impossible à mettre en œuvre bien entendu. Elle n'a pas d'autorité en la matière, et chaque pays réagit en fonction du calendrier qu'il met en place. Il faudra de toute évidence ne pas faire rebondir la pandémie dans l'espace Schengen, cela sera aussi un défi des prochaines semaines.

La grande question qui obsède tous les responsables européens et leur problème majeure est la santé et/ou l'économie soit : « A quel moment les conséquences du confinement en termes d'inégalités, d'emploi, d'éducation, d'impact psychologique, deviennent-elles plus dangereuses que le virus lui-même ? »

Il est à constater que le dé-confinement relève, jusqu'à présent d'une gestion strictement nationale et ou régionale. S'agissant des frontaliers, ou de travailleurs qui doivent se déplacer dans l'espace Schengen, seules les mesures approuvées au niveau européen devront être appliquées.

La reprise sera plus lente dans le monde du travail, avec des répercussions économiques assez dangereuses pour tous, si les mesures appropriées ne sont pas prises au niveau européen.

Le Sommet du 23.04 des Chefs d'État et de Gouvernement porte principalement sur les mesures de relance de l'économie européenne en s'appuyant sur une augmentation du budget à long terme de l'UE.

Il est à éviter dans l'immédiat, que la crise soit asymétrique, soit plus dure pour les pays du Sud, avec des positions trop rigides des États dits « sages ». D'autre part il est à redouter l'« effet domino » au sein de l'Europe. Il ne faut pas que la crise économique se mue en crise politique dans l'UE et que donc la mise en œuvre de plans de relance trop inégaux. Cette rencontre est probablement une opportunité pour que l'Europe montre clairement la solidarité dont elle peut faire preuve.

Ce confinement est aussi l'occasion pour nous de revenir vers nos essentiels que nous avons perdu au profit d'un consumérisme inutile et qui souvent cache une angoisse de vie devant un futur si aléatoire.

Nous devons réinventer un « vivre ensemble », là est inclus ce que l'Europe peut apporter à cette notion qui ordonnera un nouveau mode de vie protecteur mais aussi dynamique, solidaire entre nous et aussi vers les autres pays. Cette solidarité existe merveilleusement maintenant mais elle doit perdurer. Augurons que les mesures sociales, sanitaires et économiques puissent s'imposer dans l'UE. Cela sera certes un défi majeur peut être le plus important pour l'UE.

La France dans l'Europe, dont elle est un des pays fondateurs, doit rejouer une partition essentielle avec des priorités qui s'inscrivent dans la continuité du temps long.

Elle en avait un peu perdu la main. Elle en a pleinement repris conscience de son rôle essentiel dans l'UE, et nous avons notamment un Commissaire Européen engagé, compétent, responsable et respecté par ses pairs.

La France sera au centre de l'échiquier Européen et portera notre futur national et européen au plus haut.

Entendons l'avertissement de cette pandémie, si diabolique qui nous a frappé tous de par le monde, et profitons pour développer une conscience commune et ainsi que des réponses appropriées, car cette pandémie n'avait certes aucune frontière.

« L'Europe avance toujours dans les crises » Jean Monnet

Viviane MEYER

Pistes pour le monde d'après confinement



En Hypothèse, il est important de considérer que la moitié de l'humanité est en confinement, que les trois quart peuvent être atteints, donc il est logique de constater que c'est bien l'ensemble de l'humanité qui est touché par le virus. Ceci implique que l'après confinement va être mondial, contrairement aux épidémies d'antan qui frappaient des régions alors drastiquement "klusterisées" (Marseille en 1720) aux fins de protéger efficacement le reste du pays. Contrairement aussi à la pandémie actuelle lors des terribles épidémies de la période moderne qui ont décimé le monde (la grippe espagnole ; 100 millions de morts), l'économie mondiale n'a nullement été mise en pause ni la vie sociétale, ce dit-monde acceptant, pour ce faire, la dîme humaine prise par la pandémie. Toutefois un certain nombre d'éléments ont perduré au fil de ces catastrophes sanitaires jusqu'à nos jours. Le fait de ne pas vouloir regarder en face le tsunami qui arrive : ritournelle de l'incrédulité. Dès la crainte naissante, fuite de ceux qui peuvent le faire. Hostilité des régions voyant arriver les " fuyant ". Solitude des plus démunis. Enfin la mort volée à la famille se traduisant par l'éradication de toute liturgie fusse-t-elle religieuse ou laïque : d'où une solitude morale plus dangereuse que la solitude physique. Mais aussi découverte de l'héroïsme, du dévouement chez les plus humbles, parfois chez quelques personnages de la chaîne d'autorité. En 2020, la donne est différente, en ce sens que l'économie est sacrifiée pour préserver la santé. Sachant que, selon toutes les lois régissant le chaos le calme succédera à la tempête, donc la santé à la pandémie, il convient de penser la sortie de crise à l'aune des crises passées et plus particulièrement par cet élément qui rend singulière la pandémie du Covid 19, à savoir le sacrifice de l'économie.

Si l'on fait référence aux pandémies passées, force est de constater que, les bonnes intentions de vouloir changer les choses (" plus jamais ça") ont été rapidement effacées par une machine économique et une société pressées de retrouver son rythme marchand, animée par une population amnésique ou cynique, au titre de sa supériorité d'avoir survécu au mal.

Cette hypothèse (tout repart comme avant) est à prendre en compte car la période post pandémie peut se révéler un temps de challenge olympique entre nations où celles-ci seront redoutablement rivales pour offrir au monde le maximum de biens ou de services dont aura besoin le monde pour repartir. La compétition fixera et concentrera l'effort national sur la reconstruction de l'économie nationale. Les syndicats n'auront alors que peu de marge de manœuvres, hors les pétitions, pour entraver le mouvement (voire nationalisations, grands travaux...etc.).

Avant d'aborder une seconde hypothèse où l'on accepte de miser sur la sagesse de la gouvernance pour prendre en compte toutes les bonnes idées de changement issues de la crise et du confinement, il convient de s'arrêter sur un invariant commun à toutes les grandes crises à savoir le concept développé par René Girard du "bouc émissaire".

Il est clair qu'un des premiers actes de la post crise sera bien entendu de trouver des coupables. Il ne sera pas décent de s'attaquer au monde de la santé malgré leurs querelles et rivalités, dont l'univers de questionnement et de recherche est composé à juste titre. Même le monde des laboratoires, quotidiennement mis en cause par les réseaux sociaux sera oublié au profit du vaccin ou du test que les labos arriveront à sortir et commercialiser pour protéger la population.

Le monde politique lui n'échappera pas au questionnement et à la mise en cause. Il concentrera sur lui le retour de sidération populaire. Le degré de cette mise en cause est à estimer en fonction de cette mesure qui donnera un rang et une place au pays dans le classement des pays quant au vrai bilan pour chacun d'entre eux de cette pandémie. Lorsque l'on parle de degré, il faut imaginer en fonction de l'attitude du politique en post crise, des scénarios allant de la contestation virulente classique, au retour des gilets jaunes jusqu'aux troubles graves.

Un autre coupable sera aussi mis en accusation qui fait l'unanimité dans les éditoriaux et les réseaux sociaux : la mondialisation. On est dans le temps de l'incantation. Qu'en sera-t-il dans le temps de l'action ? La Chine déjà en situation de fournir tout ce qui manque au monde occidental redouble d'effort pour satisfaire les besoins inchangés et récurrents des populations. Les États Unis, prennent acte du danger sanitaire mais font tout pour relancer à plein la machine économique en priorité. Il y a fort à parier que le modèle ne change pas beaucoup. Il faut se souvenir que la peste marseillaise de 1720 était déjà une conséquence de la mondialisation. Ce qui a changé est à rechercher dans le mode de transport du microbe maléfique : le bateau en 1720, l'avion en 2020. Il n'empêche qu'une gouvernance digne de ce nom se devra de faire le bilan des besoins nationaux vitaux pour faire face aux crises de toute nature et par là assurer un nouveau concept vital, la résilience.

Ces deux boucs émissaires livrés à la vindicte populaire, la reconnaissance populaire se portera sur l'exemplarité de cette partie du service public en première ligne aux côtés de la population dans la lutte contre la pandémie, en particulier le service de santé. Reconnaissance aussi pour tous ces acteurs privés, courant la rue ou derrière leur écran à la disposition des besoins essentiels de la population. Il est clair que ces rouages indispensables au fonctionnement de la société devront retrouver un traitement public de choix, la vie normale ayant repris ses droits.

Ceci étant acté, quels sont les enseignements qui pourraient être pris en compte par une gouvernance inspirée et acceptée ?

Il convient de prendre en compte la perte de crédit de la gouvernance politique qui ne peut échapper à l'accusation d'avoir manqué l'anticipation et ensuite d'avoir annoncé des contrevérités pour des motifs circonstanciels comme celui de ne devoir pas inquiéter, voire de ne pas affoler la population (manque de lits, de tests, de masques, de protections, etc.). Ce fut un choix partagé par certains médias. Mais la population admettant cette perte de confiance a reporté instantanément son regard et sa confiance vers d'autres formes d'autorité, disons transversales. Les réseaux sociaux ont capté une partie de cette recherche de conseils et de sécurité. Les services en activité ont aussi beaucoup pris d'importance car porteurs de besoins essentiels dans l'organisation du confinement. Ceci se traduit par une perte de notion de la hiérarchie verticale au profit du besoin horizontal. Il est donc clair qu'une des premières tâches de la gouvernance sera bien de rétablir dans l'esprit des populations la nécessité sociétale et démocratique de la reconnaissance de la hiérarchie retrouvée, voire profondément modifiée (élections, modifications de la Constitution, annonces fortes etc.).

Dans le domaine de l'autorité de la gouvernance, deux postes vont apparaître essentiels dans la posture en mode survie : le Sous-Préfet pour l'Administration et le maire dans la case, élu du peuple. Ce dernier, le maire est le premier ou le dernier recours (c'est selon) pour le citoyen. Dans cette période, il est le tuteur et le grand frère car il est soumis aux mêmes risques que ses concitoyens en étant au milieu d'eux. Il est clair que les maires prennent de plus en plus chacun dans leur spécificité des mesures adaptées à la vie urbaine ou communale et à la protection des citoyens. On a bien noté que certaines de ces mesures irritent

le pouvoir au motif d'initiatives qu'il considère de son domaine. En post crise on ne pourra pas ignorer l'importance du maire dans ce type de circonstances : redessiner son contour d'autorité et de moyens (en particulier financiers, et sanitaires).

Le Sous-Préfet est l'échelon administratif et autoritaire au plus proche du maire et du citoyen. Dans les circonstances actuelles, ceux-ci débordent de contacts et d'initiatives auprès des maires de leurs circonscriptions. De plus dans la jungle des conditions administratives que vont générer les aides promises par l'État aux ayants droits, c'est le seul personnage compétent en mesure de faciliter le passage de ces aides.

Cela signifie qu'il convient de bien prendre la mesure du rôle et de l'importance du Sous-Préfet (plaisamment appelé "aux champs") comme rouage essentiel et actif de l'État dans le territoire. Il convient de redéfinir son secteur de responsabilités et de moyens, voire par translation vers lui de certaines prérogatives du Préfet.

Chacun s'accorde à dire que tous les plans de vie de la société méritent d'être repensées à l'aune des enseignements de la crise : le politique, le social, le sociétal, la démocratie, le moral, voire les mœurs et surtout l'économie.

Dans ce chapitre, il semble évident et spectaculaire de juger le chaos économique au regard des grands groupes qui ne produisent plus et qui vont, de fait accumuler des pertes colossales. , comme l'industrie automobile par exemple. Certes il y aura une solution de continuité particulièrement difficile, surtout pour les salariés de ces entreprises, mais on peut gager que la demande en tous secteurs va repartir au plus vite et que les grandes entreprises sont conduites dans un délai raisonnable à retrouver leurs ventes, leurs marges et le bon emploi qui va avec.

Certes le thème du revenu universel va revenir en force par le biais de cette crise : pourquoi pas ?

Mais y a plus à craindre pour le pays que le vacillement de nos grandes entreprises et il faut revenir au maire et au Sous-Préfet, à savoir la survie du territoire. Que vont devenir les petits commerces qui font vivre nos villes, communes et villages ? Les coiffeurs, les restaurants, les bars, les boutiques, les gens du marché, les paysans etc. La grande partie de ces commerces avec l'annonce de ce mois supplémentaire de confinement n'ont aucune chance, à présent de survie, d'autant que chacun d'entre eux doivent imaginer les aménagements adéquates pour recevoir un public individuellement protégé et à protéger. Imaginons le village ayant un coiffeur, un restaurant, une boutique de vêtements. Que devient-il après le 11 mai ? Il n'a plus de commerçants et prend en charge des gens ruinés. Il apparaît que le premier effort national en urgence soit à porter pour assurer la survie immédiate des commerces dans le territoire, sachant que la prime de 1500 ou 2000 euros ne les sauvera pas. Il convient de créer les conditions pour que l'ensemble de ces petits commerces puissent repartir.

C'est une dette à reconnaître au territoire qui a accueilli les urbains qui ont fui la ville (mais pas que.....pour le loisir et les vacances aussi) et le souci du confinement dans le béton. Il convient de remettre à l'honneur la Région, le local, le village dans leurs besoins en moyens, équipements et idées. Autre sujet tabou, la famille maltraitée par l'évolution des mœurs et la globalisation des concepts a retrouvé en cette période toute son importance tant pour le regroupement sur le noyau fondamental que pour les liens retrouvés pour se soucier qui d'un ancien ou d'un cousin éloigné, esseulé. Il conviendra de requalifier la position de la famille dans la société.

Dans le domaine sociétal, le confinement a profité des avancées techniques en matière de communication : télétravail, réseaux sociaux, échanges numériques, télévisions, télé-enseignement, visites virtuelles etc.. On assiste à une évolution de la gouvernance sur la géolocalisation des infectés Covid pour connaître les lieux et les gens qu'ils ont fréquentés pour faire des mini clusters et limiter la propagation.

Des pays exploitent ce système avec succès. Il faut prendre en compte que le numérique et l'Intelligence artificielle sont aujourd'hui des moyens indispensables pour traverser de telles périodes (communications, télé consultations...). Cela implique un effort national de maîtrise de nos moyens informatiques, de protection cyber et de l'outil législatif et réglementaire de nature à protéger le citoyen.

Si l'on prend l'exemple d'Israël, qui gère plutôt bien cette crise, on sait que l'organisation qui prévaut est à présent de type militaire. D'autres pays semblent aussi réussir par une organisation plutôt d'inspiration militaire. Certes il ne s'agit pas d'en déduire qu'il faille dans de telles circonstances donner les pleins pouvoirs aux militaires. Ceux-ci ont d'autres atouts à offrir que la prise de commandement. Certes on était en droit de le croire lorsque le Président a déclaré que nous étions en guerre. Avec tout le respect dû au Président de la République, on peut toutefois moduler cette affirmation destinée à motiver les français, par le fait que nous sommes, à défaut d'ennemi reconnu, plutôt en situation de guerre. Dans ce cas la philosophie de la pensée militaire est parfaitement adaptée à la situation. Celui-ci lorsqu'une mission lui ait confiée, fait la part des situations amie et ennemie : c'est la partie étude et prise de conscience de la situation (terrain, moyens, renseignement). Ensuite il produit son intention articulée en trois courtes et précises parties ; En vue de (notre mission), je veux (l'attitude et la position que l'on va tenir pour réussir notre mission), à cet effet (répartition des missions individuelles et des moyens de chacun) : reste le bouton exécution sur lequel on appuie.

Toujours dans le domaine des Armées, la médecine militaire est historiquement connue pour sa grande disponibilité et son professionnalisme. Il apparaît que ces dernières années elle a subi des baisses d'effectifs et de moyens qui s'avèrent pénalisant dans le cadre d'une mobilisation sanitaire nationale exceptionnelle comme celle que nous vivons. Les Armées ont toujours eu cette réputation de savoir en très peu de temps et en tout lieu mettre en place des hôpitaux de campagne complémentaires. Il faudra repenser le Service de santé des Armées à l'aune de tout type de catastrophes pouvant frapper le pays.

Enfin il reste un domaine particulièrement cité mais mal compris, qui est un nouveau facteur d'évaluation de puissance d'une Nation selon le rapport de la CIA de 2017, à savoir la résilience. C'est bien effectivement l'étape que le pays va devoir réussir pour retrouver sa force, surtout une meilleure force aguerrie par les enseignements de l'épreuve. Le président de la République a justement confié aux Armées une mission dite de résilience dans la crise. Cette mission mérite des précisions. En effet, dans le temps présent nous ne sommes pas en capacité de résilience. Nous sommes au cœur de la crise et son traitement relève de la gestion de crise. Cette crise ne s'arrêtera pas avec la fin du confinement. Comme décrit en début de cette note nous serons alors toujours en crise mais d'une autre nature. La résilience ne peut advenir qu'après que la crise soit résolue. En effet la résilience est la capacité qu'ont un individu, un groupe, un pays à se reconstruire après avoir subi un traumatisme. Mais la résilience n'est pas que la reconstruction symétrique de la situation précédente, elle se doit d'être une reconstruction améliorée pour tenir compte des faiblesses passées et des menaces à venir.

L'après Covid nécessitera une grande réflexion sur la définition et les moyens de la résilience française accompagnée des Instituts et des formations à tout niveau qui vont bien pour l'enseigner et le pratiquer. Ainsi à l'issue de cette crise l'appareil d'État et la société n'échapperont pas à cette interrogation récurrente qui concerne la responsabilité de la mondialisation dans le constat d'un dénuement coupable du pays en certaines matières stratégiques dont l'approvisionnement avait été confié à l'étranger. Ce questionnement et sa résolution feront partie des sujets à traiter prioritairement et impérativement dans la phase du retour à la normale. Le vrai cadre de débat de ce premier challenge et des autres à venir appartient à la définition de cette capacité et ce niveau de résilience que l'on veut pour le pays.

Des décisions de retour d'industrialisation nationale pour certains produits dit stratégiques devront être pris au nom de la résilience nationale. En effet cette dite-résilience se construit en s'appuyant sur un socle national fait de méthodes, de postures et de ressources réputées stratégiques : un socle que l'on entretient, perfectionne, adapte et que l'on teste au fil du temps. Un autre sujet, moins prégnant que celui de la ressource stratégique nationalisée, un effet secondaire de la mondialisation et du consumérisme individualisé, se situe dans la disparition normalisée des stocks de marchandises. Ce principe du flux tendu peut se justifier dans un certain nombre de matières courantes mais pas lorsqu'il concerne des produits, matériaux ou engins qui peuvent devenir stratégiques par fait de crise. La crédibilité et la force de la capacité nationale à préparer une véritable résilience quelque soient les circonstances passent par le maintien en tous temps de stocks de matériaux stratégiques fussent-ils importés.

Ce bilan est fait à vif, non exhaustif et peut sans doute être abondé par les péripéties des jours à venir avant le dé confinement.

Pour conclure avec Nietzsche « Tout ce qui ne me tue pas, me rend plus fort »

Haut les cœurs !

Jean-Louis Esquivié

SYNTHESE POST-CRISE COVID-19

Une synthèse est toujours réductrice des informations détaillées qui l'alimentent, mais elle devient éclairante dans certaines circonstances et dans la complexité brumeuse de nos sociétés.

La pandémie Covid-19, le confinement et le dé-confinement, ont mis en difficulté des dirigeants, certes imprévoyants, mais pour autant mis en demeure d'agir au nom de la sauvegarde des vies humaines en jeu. Les français ont ainsi réalisé, durant cette période, que leur pays qui se voulait être encore une puissance mondiale, se trouvait dans la tourmente moins bien loti que le reste même du monde asiatique et européen.

Dans cette crise sanitaire de survie, aux conséquences économiques et sociales, le Think Tank « Liberté et Prospective » se refuse aux lamentations, mais se veut force de propositions citoyennes. Des idées, des échanges et des propositions ont retenus l'attention de ses membres. Elles ne paraissent pas toujours innovantes et certes sont souvent connues, mais bien rarement appliquées. Ainsi **la culture du risque, l'audit privé des administrations, l'anticipation, les plans d'action de continuité d'activité sont souvent négligés, ou fait en interne, sans que personne ne les lise, les vérifie ou les actualise.**

Apprendre et bâtir animent nos membres et en leur nom, ce document regroupe les plus simples propositions de pragmatisme souvent salvateur.

L'**expérience issue des dé-confinements des autres pays par secteurs géographiques, professionnels ou intuition personæ** relève la disparité des pratiques et parfois l'absence de solidarité entre États, voire même entre États-Membres de l'Union Européenne bien qu'il y eu aussi certaines solidarités bilatérales.

Le développement plus conséquent des **mesures de prophylaxies sanitaires préventives** : dépistages, isolement des malades asymptomatiques, capacité hospitalières modulaires et évolutives, plan sanitaire et soutien militaire plus important se place au centre des inquiétudes et priorités de la population.

Sur le **plan démocratique**, le **retour aux libertés** durement restreintes par des mesures exceptionnelles, passe par l'instauration d'un véritable débat national. L'aspect centralisé étatique français a aussi montré ses limites avec le **rôle de l'État jacobin moins réactif** que les **initiatives plus adaptées des autorités locales Maires et Présidents de Conseils Régionaux**. Ce constat interroge sur un besoin de réorganisation territoriale avec des nouveaux **pouvoirs territoriaux redistribués**.

De plus, les conséquences économiques de la crise ne peuvent pas rester sans mettre en œuvre un **plan de soutien pour retrouver notre souveraineté productrice** en relocalisant en France une **industrie moderne, numérisée, intelligente et robotisée devant évoluer vers l'usine 4.0**. Cependant, force est de constater dans les conflits médicaux et pharmaceutiques qui ont mis en lumière que le développement de projets et de recherches, uniquement axés sur des intérêts économiques, a atteint la limite de l'acceptable au détriment de l'intérêt général. Les choix stratégiques sociétaux doivent s'orienter vers des solutions moins axées sur les « business plans » du privé, mais guidés par l'**intérêt général** qui doit redevenir une priorité du développement économique, des investissements financiers étatique et des orientations institutionnelles.

L'**aspect financier** reste aussi un problème difficile à solutionner avec le lourd poids de **la dette**. Les soutiens financiers aux grandes entreprises s'avèrent prévus jusqu'à nationaliser si besoin, mais aussi souvent plus faciles à réaliser que celui aux plus petites, plus difficiles à soutenir. Une attention aux **investissements étrangers tentés de racheter nos entreprises en difficulté** doit être suivie au plus près.

L'**évolution numérique** de la société apparaît aujourd'hui comme un impératif. L'éducation nationale et les entreprises ont compris les avantages du télé-travail. Cependant, cette situation a mis en exergue le problème de l'**illectronisme** : néologisme né de la contraction des notions d'illettrisme et d'électronique. Il renvoie à la **fracture numérique** qui concerne près d'un quart des français., nécessitant des mesures de formation continue évolutive face la dématérialisation croissante des démarches administratives (impôts, démarches, état-civil ...) comme privés (banques, réservations, voyages...) et la rapidité des évolutions technologiques.

Le **rôle des associations** reste essentiel et ne doit pas être remis en question. Il sera d'un accompagnement salubre en période d'inactivité voire de chômage important. Attention cependant à ce qu'il ne soit récupéré à des fins de **prosélytismes**. Toute l'attention devra se porter sur la pertinence des subventions et des actions engagées.

La crise a aussi changé le **regard des citoyens sur les campagnes**. Les zones rurales pourtant régulièrement délaissées, ont révélé un attrait salubre. Le remaillage territoriale s'avère nécessaire à une survie humaine. Ainsi, au plan rural, il devient important d'organiser **les ré-équipements numériques, industriels, agricoles, commerciaux, routiers et ferroviaires avec des budgets augmentés**.

La reprise ne doit pas négliger **l'environnement**, avec une politique écologique plus respectueuse en matière énergétique (bâtiment thermique, voiture électrique, production locale ...) et favorable aux zones rurales.

Pendant la crise, l'Europe n'a pas pris conscience immédiatement de l'ampleur de la pandémie, et a donc manqué d'empathie. Cette position a été très rapidement corrigée, notamment en débloquant 540 milliards d'€. Il est à souligner que le domaine sanitaire ne relève pas de ses compétences. L'Europe, s'est néanmoins emparée du sujet de la pandémie et surtout de ses conséquences tant sanitaires qu'économiques. Une coordination européenne en matière de santé, est maintenant concrètement envisagée, peut-être par une coopération renforcée, ce qui permettrait d'avancer plus rapidement dans le domaine sanitaire. Du point de vue économique, 240 milliards € ont été débloqués via le **Mécanisme Européen de Stabilité (MES)**, outil de la gestion de crise, déployé dans ce cas **pour des dépenses sanitaires. Un programme (SURE) visant un soutien à l'emploi dans les Etats membres, des investissements dans l'innovation, une coopération pour la coordination et la mutualisation des laboratoires et de la recherche**.

Quant à l'Organisation Mondiale de la Santé, elle n'a pas joué le rôle sanitaire que l'on attendait, d'ailleurs les Etats Unis ont immédiatement diminué leur contribution, alors que la Chine a très largement augmenté la sienne, ceci compte tenu notamment des liens privilégiés qu'elle a tissé avec les hauts responsables de l'OMS.

Les responsables des Etats membres élaborent des **plans de sécurité sanitaire, des projets d'investissements aux nouvelles technologies, dont la formation au numériques, de recherches et d'innovation, d'équipements industriels modernes. L'indépendance d'approvisionnement** doit devenir une priorité à mettre en œuvre pour la France et pour tous les pays de l'Union Européenne.

Comme dit l'adage : « seul on va plus vite, mais à plusieurs on va plus loin. ».

Stimuler l'intelligence collective, passer à l'action et remonter la pente devraient animer les français à la sortie de la chrysalide paralysante mais métamorphosante du confinement.

La France du post COVID, doit se réapproprier son destin, par une intelligence collective, une volonté partagée, une solidarité pérenne. Etre citoyen c'est une construction, nous devons tous y participer pleinement.

Henriette CAUX

SOMMAIRE

<i>Introduction sur nos réflexions post-crise Covid-19</i>	Mélanie PAULI-GEYSSE.....	2
<i>Le dé-confinement</i>	David Guillaume DENIEL-AZOULAY.....	3
<i>La protection sanitaire</i>	Nadja GUALLIGOT.....	6
<i>Garantir le retour des libertés</i>	Guylain CHEVRIER.....	10
<i>Retrouver sa souveraineté économique</i>	José GIANNESINI.....	13
<i>Soutenir le développement d'une industrie 4.0</i>	Henriette CAUX.....	16
<i>L'illectronisme</i>	Benedicte de FAULTRIER	18
<i>Le rôle des associations</i>	Danielle FERRA	20
<i>Entre ville et campagne</i>	Marc CARRE.....	22
<i>L'Europe</i>	Viviane MEYER.....	25
<i>Pistes pour le monde d'après confinement</i>	Jean-Louis ESQUIVIE	28
<i>Synthèse des propositions</i>	Henriette CAUX.....	33

